Gazés, bafoués, humiliés, dans un contexte où ils se battent autant pour leurs conditions de travail que pour la qualité des soins, les personnels hospitaliers appellent à la révolte. Personnels, usager-es, citoyen-nes l'heure est à l'union pour changer de politique.

Hospitalières, hospitaliers
l'heure de la révolte est venue!

Le lundi 2 octobre à 12h18
un seuil inadmissible a été franchi.

Gazés. Alors que les personnels de l'APHP étaient rassemblés devant le siège de la direction générale, soutenus par leurs collègues de la protection de l'enfance, des délégations d'autres syndicats et le secrétariat fédéral, ils ont été agressés par les forces de l'ordre. Pourquoi?

Bafoués. Le Directeur Général de l'APHP a quitté la réunion du Comité Technique d'Etablissement Central, refusant de discuter avec les représentants du personnel alors qu'il y avait une mobilisation sous ses fenêtres. Pourquoi?

Humiliés. Pourquoi les forces de l'ordre osent elles gazer des personnels au quotidien au service de la santé des autres? Pire, en les regardants d'un air goguenard alors qu'elles et ils portaient secours à leurs camarades suffoqué-es. (*Cf http://www.sud-santesociaux.org/ca-gaze-pour-les-personnels-de-l.html)*

C'en est trop!

Ce sont tous les hospitaliers qui sont bafoués et humiliés de la sorte. Toutes et tous nous souffrons des plans de restructuration, de plan d'économie qui poussent à bout des personnels qui n'en peuvent plus de répondre dignement, et professionnellement à la demande de soin.

Le sens même de leur travail se perd à grands coups de cisailles budgétaire.

Ça suffit

Ça suffit les dépressions et les suicides, c'est trop cher payé le dévouement au quotidien pour la cause de la santé, du bien-être, de l'accueil, de la souffrance de nos semblables. Ça suffit que les gouvernements piétinent les uns après les autres ces professionels au nom d'une austérité qui ne vise qu'à enrichir celles et ceux qui possèdent déjà tout et n'ont pas besoin du service public pour se faire soigner.

C'est pourquoi nous appelons les personnels hospitaliers à débrayer tous les lundis de 12h à 13h, jour et heure de l'agression subie par nos collègues.

A mettre à profit cette heure pour s'organiser, se réunir pour **construire** la mobilisation nécessaire pour rompre avec les politiques qui nous sont imposées; **informer et mobilise**r les collègues qui ne le sont pas encore; **initier** des Assemblées Générales syndiqué-es non syndiqué-es; **informer** la population de la destruction progressive du service hospitalier et des conditions d'accueil dont elle souffrira si rien ne vient enrayer cette politique; **préparer** les mobilisations à venir, ***à commencer par celle du 10 octobre prochain***, celles à venir qui seules permettront de mettre un terme à cette régression sociale sans précédent.

Initier la révolte!

Fédération nationale

SUD Santé Sociaux
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org
contact@sudsantesociaux.org
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 03/10/2017

Y'en a marre de perdre notre santé, notre vie au service de celle des autres dans le mépris de nos gouvernants! y'en a marre de ne plus avoir les moyens d'exercer nos métiers dignement!

Au fil du temps qui passe ce n'est pas la matière à revendication qui manque pour animer les Assemblées Générales!

Pour des conditions de travail permettant une meilleure qualité de vie et de soins. 32 heures de travail par semaine en 4 jours, 30h de travail par semaine en 3 nuits.

Pour l'embauche de personnel permettant de répondre dans de bonnes conditions aux besoins de soin de la population, la résorption effective des emplois précaires, par la création d'emploi statutaire, dans tous les secteurs, avec l'embauche immédiate des contrats aidés.

Pour l'égalité salariale femme/homme.

Pour une carrière avec évolution linéaire et sans barrage pour tous-tes les salarié-es.

Pour une reconnaissance salariale digne du service rendu avec le rattrapage par abondement indiciaire uniforme des pertes salariales subies, et la suppression du jour de carence.

Pour la réalisation d'une étude sur la morbidité des professionnels dont le ministère des Solidarités et de la Santé à la charge.

Pour la défense des missions de services publics.

Pour le maintien et l'extension du décret sur la prime d'installation dans les régions et zones tendues.

Pour un moratoire sur les restructurations et/ou fusions d'établissements et l'abrogation de la T2A, de la loi HPST – (dite loi Bachelot), de la loi santé – (dite loi Touraine), en particulier l'abrogation du décret sur les GHT.

Pour le renforcement du statut général des fonctionnaires.

Et d'autres revendications interprofessionelles:

- l'abandon des ordonnances Macron portant sur la réforme du code du travail
- l'augmentation générale des salaires avec un SMIC à 1700€ net,
- un système de protection sociale unique, uniforme et universel, assuré à 100% par la Sécurité sociale, avec une gestion démocratique par les représentant-es des travailleuses et travailleurs,
- la suppression de tous les ordres professionnels,
- l'abrogation de la loi 2002-2,
- une loi sanitaire et sociale décidée en tenant compte des attentes des professionnel-les et des usager-ères,
- la consolidation et le développement du droit à l'IVG et de son accès,
- l'abrogation de la loi travail – (dite loi El Khomri),
- l'abandon de la politique d'austérité et de la loi NOTRe ainsi que du pacte de responsabilité,
- l'arrêt immédiat de la répression envers les militant-es syndicaux-ales, ainsi que de toutes et tous les militant-es qui luttent pour la défense des droits humains ainsi que les militant-es impliqué-es dans des luttes rejoignant nos revendications.

Il nous faut mettre à profit cette heure de mobilisation hebdomadaire pour discuter tous et toutes ensemble des moyens à mettre en œuvre, à commencer par exemple par une marche coordonnée nationale reliant les établissement de chaque GHT

Il nous faut mettre à profit cette heure pour développer les moyens d'alerter la population et se mobiliser de concert avec elle.

Enfin il nous faudra, pour commencer, des excuses de ces politiques qui ne savent qu'utiliser la matraque et les gaz pour faire taire les légitimes revendications des salarié-es des salarië-es pour le bien commun..